

Conseil du commerce des marchandises
6 octobre 1997

Original: anglais

HONGRIE - SUBVENTIONS A L'EXPORTATION
DE PRODUITS AGRICOLES

Demande de dérogation

La Mission permanente de la Hongrie a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 8 septembre 1997.

1. DEMANDE

La Hongrie demande que les Membres lui accordent une dérogation¹ à ses obligations découlant du paragraphe 3 de l'article 3, de l'article 8 et du paragraphe 2 de l'article 9 de l'Accord sur l'agriculture pour la période se terminant le 31 décembre 2001, afin de lui permettre de procéder à l'ajustement fondamental de ses politiques agricoles devenu nécessaire suite à l'erreur sur la base de laquelle la section II de la Partie IV de sa Liste a été établie. Cette demande est présentée conformément aux directives concernant l'examen des demandes de dérogation, adoptées le 1er novembre 1956, au Mémoire d'accord concernant les dérogations aux obligations découlant de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994, et aux paragraphes 3 et 4 de l'article IX de l'Accord de Marrakech instituant l'OMC. Les circonstances exceptionnelles justifiant la dérogation sont exposées ci-après.

2. DESCRIPTION DES MESURES POUR LESQUELLES UNE DEROGATION EST DEMANDEE

La Hongrie serait autorisée à accorder, au cours d'une période se terminant le 31 décembre 2001, des subventions à l'exportation énumérées au paragraphe 1 de l'article 9 de l'Accord sur l'agriculture pour ce qui est des produits agricoles spécifiés dans les annexes de la présente demande, et conformément aux engagements en matière de dépenses budgétaires, de quantités et autres spécifiés dans les annexes de la présente demande. A compter du 1er janvier 2002, la Hongrie ne devrait appliquer de subventions à l'exportation que conformément à la section II de la Partie IV de sa Liste.

3. OBJECTIFS SPECIFIQUES VISES

De tout temps, le secteur agro-alimentaire a joué un rôle notable dans l'économie de la Hongrie. L'agriculture emploie plus de 12 pour cent de la population active. Elle assure quelque 10 pour cent du PIB et contribue pour plus de 20 pour cent aux exportations totales. Les exportations de produits agricoles exercent une influence bénéfique appréciable sur la balance commerciale, les déficits

¹Voir le projet de décision portant octroi d'une dérogation, reproduit dans le document G/C/W/86.

commerciaux enregistrés ces dernières années ayant été atténués, dans une large mesure, par ce secteur, en raison de sa part importante dans les exportations totales. Les données statistiques mettent en évidence une corrélation directe entre le niveau des exportations de produits agricoles et la stabilité de la balance des paiements. Etant donné le niveau important de subventionnement des exportations ainsi que les droits excessivement élevés et les autres mesures de protection encore en vigueur sur le marché mondial des produits agricoles, un certain degré de subventionnement des exportations est nécessaire pour permettre à la Hongrie de maintenir le niveau et la part de marché de ses exportations de produits agricoles.¹

4. RAISONS DE LA DEMANDE DE DEROGATION

Au moment où la section II de la Partie IV de la Liste LXXI a été établie, une grave erreur a été commise. Cette erreur s'explique par les profonds changements systémiques intervenus en Hongrie qui ont coïncidé avec la deuxième phase du Cycle d'Uruguay. Les effets des changements politiques et économiques sur le bon fonctionnement des organes administratifs s'occupant des politiques agricoles et l'absence de renseignements globaux sur les subventions à l'exportation accordées pendant la période de base du Cycle d'Uruguay du fait de réglementations secrètes sans transparence et d'arrangements ponctuels, en particulier en ce qui concerne les échanges effectués en monnaies non convertibles, ont fait que la Hongrie n'a pas pu effectuer correctement les calculs nécessaires à l'établissement de la section II de la Partie IV de sa Liste.

Du fait de cette erreur, la section en question de la Liste de la Hongrie ne couvre qu'une petite partie des produits bénéficiant de subventions et du montant des subventions pour la période de base 1986-1990 du Cycle d'Uruguay. La Liste porte sur 16 produits strictement définis pour lesquels le niveau des dépenses de base globales est de 22 milliards de forint (équivalent à 423 millions de dollars EU), par rapport à des chiffres réels pour la période de base du Cycle d'Uruguay concernant environ 720 produits subventionnés et des subventions à l'exportation annuelles moyennes de plus de 58 milliards de forint en termes nominaux (équivalent à 1 milliard de dollars EU).

Comme la suppression presque totale des subventions à l'exportation résultant de l'erreur commise lors de l'établissement de la section II de la Partie IV de la Liste de la Hongrie passe par la restructuration fondamentale des politiques de soutien agricoles, et vu l'importance capitale que revêt la préservation du niveau des exportations de produits agricoles pour la situation économique générale du pays, une période de transition avec un degré de subventionnement des exportations peu élevé et diminuant régulièrement est nécessaire jusqu'à l'achèvement de ce processus d'ajustement.

5. CONSEQUENCES COMMERCIALES DE LA DEROGATION

Le subventionnement des exportations de produits agricoles autorisé par la dérogation ne devrait pas avoir d'effets négatifs sur les concurrents, puisque les niveaux de base de la réduction des dépenses budgétaires et des quantités subventionnées ont été établis compte tenu des réductions substantielles effectuées sur une base autonome depuis 1990 en ce qui concerne les dépenses budgétaires et les produits visés: le montant des subventions à l'exportation a été réduit de près des deux tiers et le nombre des produits subventionnés a diminué de 50 pour cent par rapport à la période allant de 1986 à 1990. Comme il n'a pas pu être constaté de développement notable des exportations de produits agricoles de la Hongrie et/ou d'influence négative sur les conditions du marché du fait de l'augmentation du soutien aux exportations au cours de la première moitié des années 90, ces effets devraient encore moins se produire au cours de la période d'application de la dérogation: les modalités et conditions de la dérogation

¹Voir le projet de décision portant octroi d'une dérogation, reproduit dans le document G/C/W/86.

limiteront davantage l'utilisation de subventions à l'exportation, réduisant ainsi leur incidence en ce qui concerne les exportations de produits agricoles de la Hongrie.

6. CONCLUSION

Du fait de la situation exceptionnelle résultant de la transition politique et économique du pays, qui est à l'origine de cette grave erreur, et vu que le respect de la Liste incorrecte compromettrait la situation macro-économique et la viabilité du secteur agricole du pays, la Hongrie demande aux Membres de l'OMC d'approuver sa demande de dérogation.